

Rennes. Le Front national demande l'arrêt du financement public de « la marche des fiertés »



Article rédigé par *Breizh Info*, le 02 juin 2016

[Source: Breizh Info]

–Le Front national – par la voix de Gilles Pennelle, président du groupe FN à la Région – vient d'adresser un communiqué à la presse demandant l'arrêt des subventions publiques concernant « la marche des fiertés » de Rennes. « *Le samedi 4 juin, aura lieu à Rennes, comme dans de nombreuses villes de France, une « marche des fiertés LGBTI ». Cette marche sera financée par la ville de Rennes, Rennes Métropole et le Conseil régional de Bretagne. Le Front National condamne le financement public de cette manifestation par les socialistes qui est, comme le revendiquent ses organisateurs, une réunion avant tout communautariste.* ». Le FN précise : « *Le droit de chacun de manifester, dans le respect de la légalité républicaine est certes absolu. Cependant, ce type de rassemblement ne doit pas être soutenu par l'argent des contribuables qui dans leur immense majorité sont totalement indifférents aux revendications du mouvement LGBTI.* », avant de s'indigner du « *pavoisement de l'hôtel de ville avec le drapeau LGBT le jour de la marche* ».

La Marche des Fiertés LGBTI (lesbienne, gay, bi, trans et intersexe) de Rennes-Bretagne (également connue sous le terme « gay pride ») se déroulera samedi 4 juin 2016. Pour l'occasion, un « village » sera monté sur l'esplanade Charles de Gaulle entre 12h et 19h. Une soirée « Noz Pride » se tiendra par la suite de 23h à 4h à Rennes, au Liberté.

Cette année 2016, les partenaires de l'événement dont l'organisateur principal est *le Centre Gay Lesbien Trans de Rennes* sont nombreux. On retrouve un large mélange associatif et politique de la cité rennaise : ainsi, la Région Bretagne, Rennes Métropole et la Ville de Rennes soutiennent l'événement, tout comme *Destination Rennes tourisme* aux côtés de la CGT, CFDT, Solidaires, Jeunes Communistes d'Ille et Vilaine, Ligue de l'Enseignement, CRIJ Bretagne, Planning familial, l'AIDDS (donc l'activité est censée avoir cessée en 2014), Amnesty International, la Cimade (aide aux immigrés), Aides... On retrouve aussi des médias comme Yagg.com, NRJ, RadioCampus Rennes ou encore *Le Mensuel de Rennes*.

Le Centre LGBT, un centre subventionné et militant

L'an passé, cette marche dans la capitale bretonne avait rassemblé quelques milliers de personnes, 3000 tout au plus (selon les organisateurs). A Paris cette année, le mot d'ordre principal de la Gay Pride concernera les transsexuels : « *Les droits des personnes trans sont une urgence. Stérilisations forcées, Agressions, Précarité : Stop.* »

Concernant le coordinateur de l'événement, le Centre Gay Lesbien Trans (LGBT) de Rennes, c'est lui qui perçoit, majoritairement, les subventions publiques que dénoncent le Front national. Le Centre LGBT de Rennes est domicilié à la Préfecture d'Ille et Vilaine. Son conseil d'administration est dirigé par Julien Fleurence, un militant LGBT qui confie notamment sur son compte facebook (public) « *baver des fesses* » suite à la défaite du candidat de droite nationale Norbert Hofer (FPö) à la présidentielle autrichienne. On y retrouve également comme secrétaire Sélène Thonon, un « transgenre » « féministe ».

Le rapport d'activité 2015 du CLGBT nous apprend que l'association comptait 106 adhérents à jour de

cotisation au 31 décembre 2015. On y apprend également que le centre avait un contrat de mission depuis trois ans avec la ville de Rennes et qu'une nouvelle convention a été signée en 2016, incluant de nouvelles subventions (voir ci-dessous).

Dans le rapport financier dressé pour 2015, l'association a enregistré en 2015 pour 450 euros d'adhésions et pour 2000 euros de dons. A cela viennent s'ajouter les subventions octroyées par la mairie de Rennes (7000 euros dans le cadre d'un « contrat d'objectif »). 1500 euros pour la Marche des fiertés (et 2400 de vente d'espaces publicitaires aux partenaires). La Région Bretagne n'aurait pas renouvelé son habituelle subvention (1500 euros) pour 2015. Malgré les recettes engendrées par les différents événements organisés (et notamment la NozPride), il se dégage de ce rapport que sans la contribution de la collectivité rennaise à cette petite association, il lui serait impossible d'avoir une telle activité.

Le projet d'activité 2016 laisse entrevoir de nouvelles perspectives pour l'association : création d'un poste de salarié, préparation de matériel à destination des personnels de l'Education nationale (?), formation des bénévoles à l'accueil des migrants, acquisition de documents sur « *l'identité de genre* », opérations de « *testing citoyen* », le CLGBT affiche ouvertement sa politisation. Et organise des ateliers « non mixtes », qui discriminent donc certains groupes : « *Certains groupes nécessitent un entre-soi afin de s'exprimer librement. Depuis 2013, nous avons ouvert un temps dédié aux femmes et un autre aux personnes trans, intersexes et leurs partenaires. Un nouveau créneau est venu agrandir la famille l'année dernière : Bi to Be, un groupe destiné aux personnes bies.* » indique le CLGBT.

Cette dépendance financière vis à vis de la municipalité rennaise n'a pas empêché toutefois les responsables du CLGBT de dénoncer avec virulence la modification du parcours de la marche par la mairie – pour des raisons de sécurité liées aux violences de ces dernières semaines. Le CLGBT est même allé jusqu'à comparer le traitement de faveur qui leur est réservé à Rennes, à des villes comme Belgrade ou Saint-Petersbourg, où les défilés LGBT sont fréquemment attaqués voire interdits car considérés par la majorité de la population comme contre-nature et provocants .

La municipalité de Rennes, qui s'est dit « consternée » a réagi par un communiqué rédigé par Didier Le Bougeant et Geneviève le Tourneux, respectivement adjoint au maire et conseillère municipale : « *Comparer Rennes à des villes ou des pays où la Lesbian & Gay Pride a toujours été interdite, où les exactions violentes contre les représentants LGBTI sont plus que quotidiennes, et où la loi punit les homosexuels pour le seul motif qu'ils le sont, est choquant et inacceptable* ».

Le milieu associatif rennais de gauche et d'extrême-gauche, qui s'est largement mobilisé ces dernières semaines sur de multiples thématiques (NDDL, Loi Travail, Marche des Fiertés) se montre particulièrement agressif et vindicatif vis à vis de Nathalie Appéré (PS) et de son équipe municipale. Une municipalité de gauche bien mal récompensée des années de subventions attribuées sans compter, de réseautage et de laisser faire vis à vis d'associations et de groupes qui ne lui sont pas (plus) reconnaissants . Sic transit...